

DES ÉTUDES À L'EMPLOI, DES TENSIONS PERSISTANTES

La formation des jeunes et leur insertion professionnelle restent au premier plan des préoccupations des jeunes et de leur famille, et également des responsables éducatifs et des pouvoirs publics. Aussi, pour connaître le devenir des anciens élèves et apprentis, le ministère de l'Éducation nationale avec l'appui des établissements scolaires et des centres de formation des apprentis, réalise-t-il des enquêtes depuis de nombreuses années. Cette note présente les résultats de la dernière interrogation réalisée en 2010. Elle donne un aperçu de la transition de l'école à l'emploi, sept mois après la fin des études en Bourgogne.

La récession économique, qui a résulté de la crise financière, est loin d'être achevée. Selon l'Insee, elle a davantage touché les régions du Nord-Est, principalement les régions industrielles. L'économie française a connu un recul de l'emploi record en 2009. Comme sur l'ensemble du territoire, les effets de la crise continuent de peser en Bourgogne et la situation sur le front de l'emploi est peu évolutive en 2010. Dès lors, confrontés à un marché du travail perturbé, les jeunes sortis des lycées et des centres de formation d'apprentis rencontrent des difficultés d'insertion pour la seconde année consécutive.

Près de 8 100 jeunes, autant de lycéens que d'apprentis, ont quitté les classes terminales des formations technologiques et professionnelles en juin 2009. Sept mois plus tard, 52 % des garçons et 45 % des filles ont un emploi. Les anciens apprentis résistent mieux sur le marché du travail : ils sont moins souvent au chômage du fait de leur maintien dans l'entreprise d'apprentissage. Le niveau de formation conditionne largement l'insertion professionnelle, et les diverses spécialités n'assurent pas toutes les mêmes perspectives professionnelles. Un niveau d'études plus élevé demeure un atout important en termes d'accès à l'emploi et de conditions de travail.

En fait, la crise a amplifié certaines tendances en 2010. D'une part, le chômage se renforce pour les garçons. D'autre part, les filles bénéficient plus souvent d'une mesure d'aide à l'emploi, ce qui entraîne une stabilisation du chômage féminin. Les contrats à durée déterminée et le travail à temps partiel en progression pour les filles, sont les signes d'une fragilité graduelle. Cette hausse proportionnellement plus élevée du chômage chez les garçons et l'augmentation du sous-emploi chez les filles sont-elles passagères ou durables ?

La transition qui suit la sortie du système de formation, est considérée comme un processus structuré par l'offre et la demande de travail, les mesures mises en place par les pouvoirs publics et le contexte économique. Cette enquête menée sept mois après la sortie du système éducatif permet d'identifier les modalités d'entrée des jeunes dans la vie active, très dépendantes de la conjoncture. L'analyse apporte un éclairage sur leur devenir et pose, en filigrane, la question de la place faite à la jeunesse au sein des entreprises et dans le monde du travail.



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

MINISTÈRE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE



Céreq

Centre d'études et de recherches sur les qualifications
Centre associé régional de Dijon



En Bourgogne, 28 000 élèves étaient scolarisés dans l'enseignement technologique et professionnel durant l'année 2008-2009. Près de 4 060 d'entre eux ont quitté les classes terminales. Au 1^{er} février 2010, tous niveaux confondus, 41 % des sortants occupent un emploi et 39 % en recherchent un. Certains bénéficient de contrats de professionnalisation (8 %), quelques-uns suivent un stage (4 %) ou une autre mesure (3 %). Environ 5 % des jeunes se déclarent inactifs.

◆ Une transition difficile

Les jeunes continuent de subir les impacts du ralentissement de l'activité économique, qui se caractérisent en février 2010 par une diminution des embauches quelle que soit la formation (41 % ont un emploi contre 45 % l'année précédente). Une seule exception : l'emploi progresse chez les garçons après un baccalauréat technologique, du fait de la reprise de l'intérim (+ 5 points en un an). *A contrario*, les bacheliers technologiques connaissent une brusque chute de l'emploi (- 14 points), avec une hausse du chômage (+ 5 points), malgré leur nombre important à bénéficier d'un contrat de professionnalisation et d'un stage. En général, les mesures d'aide à l'emploi prennent de l'ampleur chez les filles et entraînent une légère diminution du chômage pour les sortantes de CAP-BEP et de BTS.

Un atout pour tous : un niveau d'études plus élevé facilite l'embauche. Sept mois après la fin de leur scolarité, 27 % des sortants de CAP-BEP ont un emploi pour 43 % des bacheliers professionnels et 55 % des jeunes issus de BTS. Le recrutement sur contrat à durée indéterminée, devenu rare, concerne 15 % des anciens élèves et évolue avec le niveau de formation : de 7 % après un CAP-BEP à 23 % à la sortie d'un BTS. La sélection s'est accrue au détriment des jeunes les moins formés. Les sortants des sections de CAP et BEP sont les plus vulnérables sur le marché du travail, la moitié des filles et des garçons sont au chômage.

Situation des filles à la sortie du lycée

(en %)	CAP-BEP	Bac Pro	BTn	BTS	Ensemble*	Rappel 2009
Emploi	24	36	35	57	40	44
Mesure	18	15	27	13	17	12
Chômage	52	44	33	27	38	40
Inactivité	6	5	5	3	5	4
Total	100	100	100	100	100	100
Effectifs	620	480	260	690	2 120	2 520

Source : enquête IVA 2010, Rectorat.

Situation des garçons à la sortie du lycée

(en %)	CAP-BEP	Bac Pro	BTn	BTS	Ensemble*	Rappel 2009
Emploi	29	49	45	52	43	46
Mesure	11	9	15	16	12	12
Chômage	52	38	31	28	39	37
Inactivité	8	4	9	4	6	5
Total	100	100	100	100	100	100
Effectifs	660	560	180	520	1 940	2 290

Lecture : parmi les 560 garçons sortants en juin 2009 d'une formation terminale de Bac Pro, 49 % ont un emploi, 9 % sont en mesure, 38 % sont au chômage... au 1^{er} février 2010.

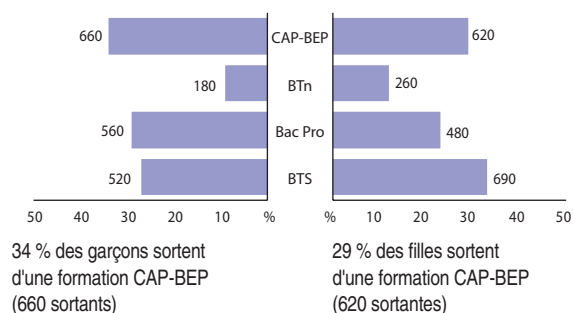
* Ensemble des sortants quel que soit le diplôme préparé (dont les diplômes supérieurs d'arts appliqués, de comptabilité et gestion, de conseiller en économie sociale et familiale).
Source : enquête IVA 2010, Rectorat.

81 % d'opinions positives. Les anciens élèves expriment des opinions plutôt favorables sur la formation reçue au lycée ; celle-ci est estimée satisfaisante, voire très satisfaisante par 83 % de filles et 78 % de garçons. Les jeunes de BTS et de Bac Pro formulent des avis plus positifs. L'insatisfaction est davantage ressentie chez les sortants des domaines de la production ou les jeunes au chômage. Près de sept jeunes sur dix déclarent avoir suivi une voie de formation correspondant à leurs souhaits. Six jeunes sur dix affirment avoir disposé d'informations suffisantes pour choisir leur orientation.

◆ CAP-BEP : 32 % des sorties

L'âge moyen des jeunes à la fin du lycée est de 20 ans. Le tiers des sortants quittent une section de CAP-BEP, 26 % d'un baccalauréat professionnel, 11 % d'une terminale de baccalauréat technologique, et 30 % d'un BTS. Les filles obtiennent davantage le diplôme préparé et sont plus nombreuses à sortir d'un BTS. Surtout présentes dans les spécialités des services (88 %), près de la moitié des lycéennes se retrouvent dans trois domaines : secrétariat-bureautique, commerce-vente, comptabilité-gestion. Les deux tiers des lycéens quittent les spécialités de la production, avec une dominante en mécanique-électricité-électronique, suivi du génie civil-construction-bois et 21 % sortent du domaine échanges et gestion (regroupant commerce-vente, comptabilité-gestion, transport). Une centaine de filles ont choisi une formation technique traditionnellement masculine, représentant 5 % des sortantes.

Répartition des sortants selon le diplôme préparé

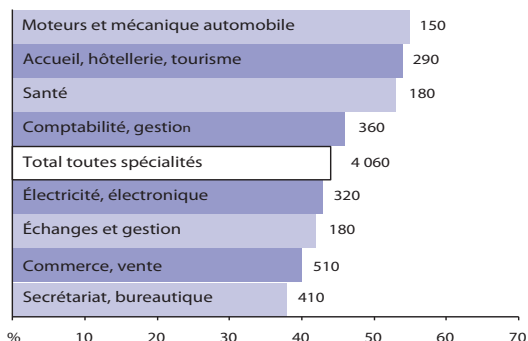


◆ Une réduction de l'emploi pour tous

Aucun domaine n'échappe à une diminution des embauches en février 2010. Pour autant, les jeunes formés à certaines spécialités des services s'insèrent plus rapidement, mais les conditions de travail sont moins favorables qu'à l'issue des formations de la production. Parmi les spécialités à dominante féminine, les sortants des domaines accueil-hôtellerie-tourisme et de la santé trouvent plus souvent un emploi, dont le quart à durée indéterminée. De même, les anciens élèves de comptabilité-gestion se distinguent par un taux d'emploi supérieur à la moyenne, et un chômage plus faible dû à l'importance des contrats de professionnalisation.

À la sortie du domaine échanges et gestion, les jeunes bénéficient largement de contrats de professionnalisation, ce qui leur permet de limiter le chômage, mais les postes occupés sont fréquemment à temps partiel. Après une formation de secrétariat-bureautique, commerce-vente, les débuts professionnels demeurent peu favorables, avec de nombreux contrats à temps partiel.

Taux d'emploi par spécialité (garçons et filles)



Lecture : dans la spécialité santé, le nombre de sortants est de 180 et le taux d'emploi est de 53 % au 1^{er} février 2010.

Les jeunes issus des formations de la production, à prédominance masculine, bénéficiaient ces dernières années de meilleures opportunités sur le marché du travail. Cela n'est plus vrai depuis deux ans, en lien avec la détérioration économique dans l'industrie et la construction. Leurs taux d'emploi sont inférieurs à la moyenne régionale, même s'ils obtiennent plus souvent des contrats à temps plein. Seuls les sortants de la spécialité moteurs et mécanique automobile se démarquent, avec de nombreuses embauches en CDI et missions d'intérim.

À l'exception des formations accueil-hôtellerie-tourisme, où 61 % des sortants travaillent dans l'hôtellerie-restauration, les jeunes débutent dans des entreprises diversifiées avec parfois un secteur d'activité privilégié. Ainsi, 37 % des diplômés de commerce-vente travaillent dans le commerce, 30 % des sortants de moteurs et mécanique automobile sont dans la réparation automobile, le quart des formés en électricité-électronique sont recrutés dans la construction.

Des inégalités persistantes

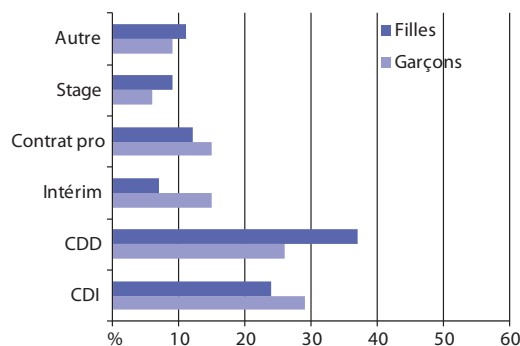
Avec un risque de chômage proche de 39 %, les situations des garçons et des filles se rapprochent. Cependant, l'entrée dans la vie active demeure plus difficile du côté des lycéennes, même si les écarts se réduisent. Les filles accèdent moins rapidement à l'emploi quelle que soit la formation, à l'exception des sortantes de BTS qui bénéficient de meilleures opportunités. Les contrats à durée limitée, le travail à temps partiel, les stages et autres mesures les concernent davantage. Le temps partiel est une modalité importante pour 29 % des filles, notamment après un CAP-BEP (36 %) ou un baccalauréat technologique (44 %), alors que cela ne touche que 10 % des garçons. De plus, leur rémunération reste au fil du temps inférieure, de l'ordre de 80 euros par mois. Pour un travail à temps plein, le salaire net médian féminin est de 1 191 euros en février 2010. Ainsi, les garçons continuent de bénéficier de meilleures conditions d'emploi.

Des espaces professionnels distincts

Les types d'emploi reflètent le partage traditionnel des domaines de formation et varient avec le niveau d'études. Les lycéennes ne se destinent pas aux mêmes métiers que la population masculine, ni aux mêmes secteurs d'activité, qui de surcroît, imposent souvent des temps partiels. Ainsi, 86 % des filles sont embauchées comme employées, essentiellement de bureau ou de commerce. Seulement 5 % des titulaires de BTS sont techniciennes ou agentes de maîtrise. Les fonctions de secrétariat, accueil, gestion et comptabilité augmentent avec la qualification, concernant 2 % des sortantes de CAP-BEP, 23 % des bachelières professionnelles et la moitié des titulaires de BTS. Les postes dans le commerce et la vente évoluent aussi avec la qualification : de 6 % après un CAP-BEP à plus de 15 % pour les bachelières. Ces débutantes se dispersent dans divers secteurs : 15 % ont un emploi dans le commerce, d'autres travaillent dans l'enseignement, la santé (14 %), l'hôtellerie-restauration (12 %), les services aux particuliers (11 %).

En février 2010, 45 % des garçons sont recrutés comme employés et 36 % occupent des postes d'ouvriers (qualifiés 14 %, manœuvres 22 %). À noter, 28 % des sortants de BTS sont directement embauchés comme techniciens ou agents de maîtrise. Près de 18 % des débutants intègrent le secteur de la construction, 11 % travaillent dans des entreprises de la mécanique, de l'électricité, de la métallurgie, 8 % vont dans le commerce. Ils exercent principalement des fonctions de production, fabrication, chantier, exploitation (30 %), et d'installation, réglage, réparation, maintenance (20 %). Les activités de maintenance se renforcent avec la qualification, tandis que celles de production diminuent avec l'élévation de la formation (le tiers des sortants de CAP-BEP pour le quart à l'issue d'un BTS).

Type de contrats après le lycée



Lecture : parmi les jeunes en emploi et mesure, 29 % des garçons et 24 % des filles ont un contrat à durée indéterminée au 1^{er} février 2010.

◆ D'un département à l'autre

Environ 39 % des garçons et 33 % des filles ont déjà travaillé chez leur employeur lors d'un stage ou d'un job d'été. Ils et elles sont majoritairement recruté-e-s dans des établissements de moins de cinquante salariés. Mais, selon les lieux et niveaux d'études, les opportunités ne sont pas les mêmes.

Avec 46 % de jeunes en emploi, le devenir des sortants de Côte-d'Or demeure plus favorable. Pour autant, dans ce département, l'embauche à l'issue des CAP-BEP accuse la plus forte baisse (- 6 points) ; seulement 28 % ont trouvé un emploi, comme en Saône-et-Loire. Les recrutements sont plus faibles dans la Nièvre, et en écho, le chômage y est le plus fort quelle que soit la formation. En Saône-et-Loire, autant de jeunes sont en emploi qu'au chômage (40 %), cependant les bacheliers s'insèrent plus rapidement dans le monde professionnel (44 %). Dans l'Yonne, les jeunes après un baccalauréat et un BTS connaissent des situations proches de la moyenne régionale, alors que les sortants de CAP-BEP sont les plus touchés par le ralentissement de l'activité.

Les trois quarts décrochent leur premier emploi en Bourgogne, et les deux tiers dans leur département de formation. Mais, ceci cache des disparités territoriales : 67 % des jeunes qui ont suivi leurs études en Saône-et-Loire y sont embauchés, tandis que 58 % des anciens élèves de Côte-d'Or restent pour travailler dans leur département. Les Nivernais, en particulier les garçons, partent un peu plus souvent pour la région Centre. Les jeunes de l'Yonne, filles ou garçons, migrent davantage vers l'Ile-de-France, et ceux de la Saône-et-Loire vont en Rhône-Alpes. Ces migrations sont sans doute liées au tissu industriel de la Nièvre de plus en plus fragilisé, et aux opportunités de ces deux régions proches de la Bourgogne.

Situation des jeunes après un CAP, BEP

(en %)	Côte-d'Or	Nièvre	Saône-et-Loire	Yonne
Emploi	28	24	28	23
Mesure	16	12	13	16
Chômage	48	61	50	55
Inactivité	8	3	9	6
Total	100	100	100	100
Effectifs	350	210	500	230

Source : enquête IVA 2010, Rectorat.

Situation des jeunes après un BTn, Bac Pro

(en %)	Côte-d'Or	Nièvre	Saône-et-Loire	Yonne
Emploi	41	38	44	41
Mesure	21	11	13	9
Chômage	35	42	38	42
Inactivité	3	9	5	8
Total	100	100	100	100
Effectifs	520	220	520	230

Source : enquête IVA 2010, Rectorat.

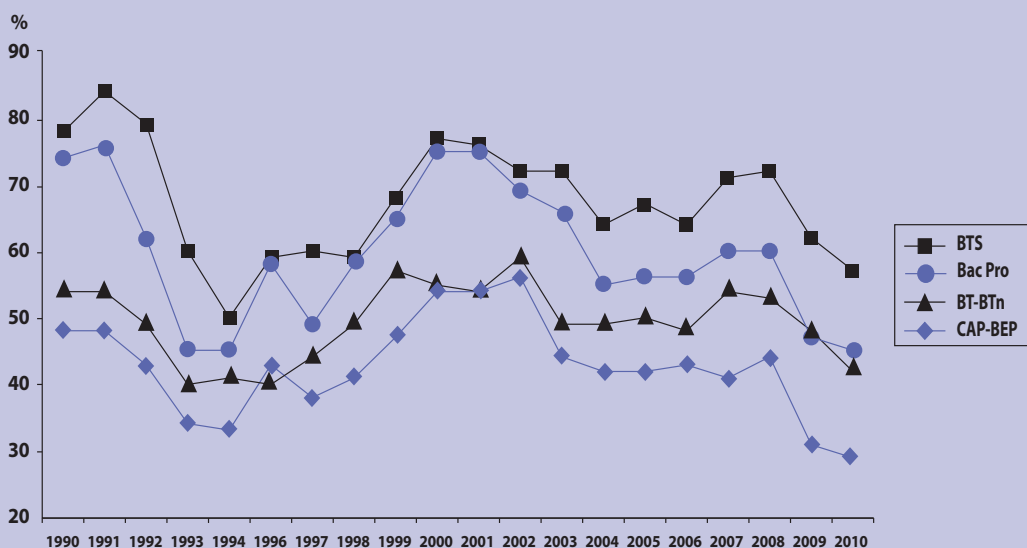
Situation des jeunes après un BTS

(en %)	Côte-d'Or	Nièvre	Saône-et-Loire	Yonne
Emploi	58	46	52	55
Mesure	16	8	16	14
Chômage	24	37	29	28
Inactivité	2	9	3	3
Total	100	100	100	100
Effectifs	600	140	300	170

Lecture : parmi les 600 élèves de Côte-d'Or sortis de BTS en juin 2009, 58 % ont un emploi, 16 % sont en mesure, 24 % sont au chômage... au 1^{er} février 2010.

Source : enquête IVA 2010, Rectorat.

Évolution des taux d'emploi après le lycée (garçons et filles)



Dans un contexte marqué par des transformations des systèmes éducatif et productif, la hiérarchie des diplômes n'est toutefois pas remise en cause, tant en période de crise économique ou de reprise.



Après le contrat d'apprentissage, 57 % des jeunes en emploi

L'apprentissage, contrat particulier de travail et d'éducation, concerne en Bourgogne près de 12 000 jeunes. Dès 1997, le nombre d'apprentis a franchi la barre symbolique des 10 000. Au fil des ans, les effectifs ont augmenté, concernant des niveaux de formation de plus en plus élevés dans des domaines nouveaux, tout en gardant un espace traditionnel pour les CAP. À la rentrée 1997, 60 % des apprentis préparaient un CAP ; ils sont 46 % au moment de l'enquête. Entre temps, la part des jeunes qui suivent une formation égale ou supérieure aux baccalauréats et brevets professionnels est passée de 20 à 37 %.

Environ 4 040 apprentis ont quitté les centres de formation, y compris agricoles, pour accéder au marché du travail en juin 2009. Que deviennent ces jeunes sept mois après la fin du contrat d'apprentissage ? Tous niveaux confondus, 57 % des sortants occupent un emploi et 32 % en recherchent un. Certains bénéficient de contrats de professionnalisation (5 %), quelques-uns suivent un stage (2 %) ou une autre mesure (2 %). Seulement 2 % des jeunes se déclarent inactifs.

◆ Un repli de l'emploi

Tous diplômes confondus, 59 % des garçons et 52 % des filles ont un emploi sept mois après la sortie d'apprentissage. La perturbation économique touche aussi les anciens apprentis, avec un recul de l'embauche (- 3 points en un an), de manière moins forte que pour les anciens élèves. Le chômage augmente à nouveau chez les garçons par rapport à l'année précédente (+ 3 points). En revanche, le chômage féminin s'est stabilisé, lié au développement des mesures.

Situation des filles après l'apprentissage

(en %)	CAP	BEP	Bac Pro	BP	BTS	Ensemble*	Rappel 2009
Emploi	35	49	56	76	64	52	55
Mesure	13	1	9	4	22	10	8
Chômage	46	47	32	17	13	34	34
Inactivité	6	3	3	3	1	4	3
Total	100	100	100	100	100	100	100
Effectifs	450	190	140	250	170	1 240	1 160

Source : enquête IPA 2010, Rectorat.

Situation des garçons après l'apprentissage

(en %)	CAP	BEP	Bac Pro	BP	BTS	Ensemble*	Rappel 2009
Emploi	51	50	67	80	67	59	62
Mesure	8	10	7	3	11	8	7
Chômage	39	38	24	14	21	32	29
Inactivité	2	2	2	3	1	1	2
Total	100	100	100	100	100	100	100
Effectifs	1 360	350	450	280	310	2 800	2 900

Lecture : parmi les 1 360 garçons sortants en juin 2009 d'une année terminale de CAP, 51 % ont un emploi, 8 % sont en mesure, 39 % sont au chômage... au 1^{er} février 2010.

* Ensemble des sortants quel que soit le diplôme préparé (y compris les diplômes du supérieur).

Source : enquête IPA 2010, Rectorat.

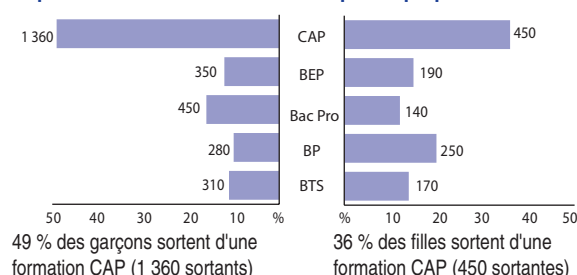
Une qualification élevée est déterminante dans l'accès à l'emploi, avec un écart marqué entre les CAP-BEP et les niveaux supérieurs. Sept mois après la fin de leur formation, 48 % des sortants de CAP-BEP ont un emploi pour 64 % des bacheliers professionnels et 66 % des jeunes issus de BTS. Les filles ou les garçons qui ont terminé un brevet professionnel, se distinguent nettement par une insertion rapide, avec de nombreux contrats stables. Les sortants de BTS résistent plutôt bien à la conjoncture, mais des disparités subsistent : 67 % des garçons sont embauchés pour 64 % des filles ; ces dernières connaissent une brusque chute de l'emploi (- 10 points en un an), leur chômage reste cependant faible du fait des nombreuses mesures, notamment les contrats de professionnalisation (17 %).

87 % d'opinions positives. Les anciens apprentis expriment en général des avis favorables sur leur formation ; celle-ci est estimée satisfaisante, voire très satisfaisante par 87 % des filles comme des garçons. Les sortants de BP et CAP sont davantage positifs. Les plus satisfaits sont les jeunes de l'hôtellerie-restauration et de l'agriculture, les plus insatisfaits étant ceux de l'électricité. Huit jeunes sur dix déclarent avoir suivi une voie de formation correspondant à leurs souhaits et considèrent avoir disposé d'informations suffisantes pour choisir leur orientation.

◆ CAP-BEP : 58 % des sorties

Âgés de 20 ans en moyenne, 7 apprentis sur 10 sont des garçons. Le socle de l'apprentissage demeure les diplômes de CAP pour près de la moitié des garçons et du tiers des filles. Environ 13 % des jeunes quittent une section de BEP, 15 % de baccalauréat professionnel, 13 % de brevet professionnel et 12 % de BTS. Obtenant plus souvent le diplôme préparé, les filles sortent à des niveaux de qualification plus élevés. Chaque spécialité connaît une forte dominante soit masculine, soit féminine. Seule, l'hôtellerie-restauration se distingue par une parité. Les apprenties sont surtout présentes dans la vente, la coiffure, l'hôtellerie-restauration. Les garçons se dirigent vers les spécialités du bâtiment, de l'agriculture, de la mécanique automobile. Près de 150 filles ont choisi un métier technique traditionnellement masculin, représentant 13 % des sortantes hors CFA agricoles. La répartition des apprentis de Bourgogne ressemble à celle de la France, avec une part plus élevée en formation agricole et une sous-représentation dans l'enseignement supérieur.

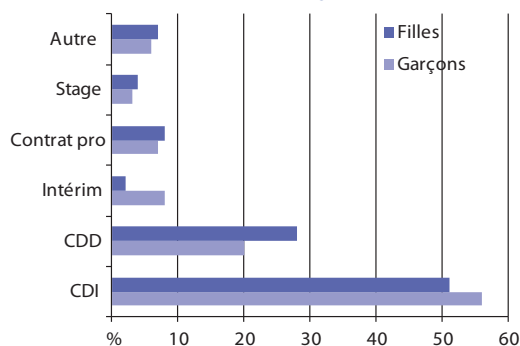
Répartition des sortants selon le diplôme préparé



◆ Des disparités tenaces

Divers indicateurs soulignent des inégalités persistantes. Sept mois après la fin de la formation, les filles accèdent moins rapidement à l'emploi que les garçons, quelle que soit la qualification. Exceptées pour les sortantes de BTS, leur chômage est toujours plus élevé. Les anciennes apprenties de CAP et de BEP ont des difficultés à trouver leur place dans le monde du travail : près de la moitié d'entre elles sont au chômage, contre 39 % des garçons. Les contrats à durée déterminée concernent plus fréquemment la population féminine ainsi que le travail à temps partiel (21 % pour à peine 5 % des garçons). La part des emplois féminins à temps partiel qui s'est accentuée depuis quelques années, diminue avec l'élévation du niveau de qualification : 39 % à l'issue d'un CAP, 23 % après un Bac Pro et 8 % à la sortie d'un BTS. De plus, leur rémunération reste inférieure, l'écart salarial avec les garçons étant d'environ 130 euros par mois. Pour un travail à temps plein, le salaire net médian féminin est de 1 118 euros en février 2010.

Type de contrats après l'apprentissage



Lecture : parmi les jeunes en emploi et mesure, 56 % des garçons et 51 % des filles ont un contrat à durée indéterminée au 1^{er} février 2010.

Dans un contexte économique perturbé, l'accès direct à un poste stable diminue sensiblement (- 4 points sur un an). Sur l'ensemble des sortants, 37 % des garçons et 32 % des filles sont embauché-e-s sur des contrats à durée indéterminée, du fait du maintien dans l'entreprise formatrice. La part des emplois stables se renforce avec l'élévation du niveau de formation : 30 % après un CAP ou BEP, 40 % à la sortie d'un baccalauréat professionnel et 52 % à l'issue du brevet professionnel. Plus de la moitié des filles et des garçons ont déjà travaillé dans l'entreprise comme apprenti-e-s, ou lors d'un stage, d'un job d'été. Elles et ils sont majoritairement recruté-e-s dans des établissements de moins de dix salariés avec deux activités prépondérantes, le commerce pour les filles, la construction pour les garçons. Les trois quarts des anciens apprentis décrochent leur première embauche en Bourgogne, dont 58 % dans leur département de formation. Les jeunes de la Nièvre se distinguent par des migrations vers la région Centre.

◆ Des métiers différenciés

À la sortie du CFA, 84 % des filles occupent des postes d'employés, 9 % sont ouvrières. En miroir de leur formation, elles sont principalement vendeuses, serveuses ou coiffeuses. Le quart des débutantes se dirigent vers les

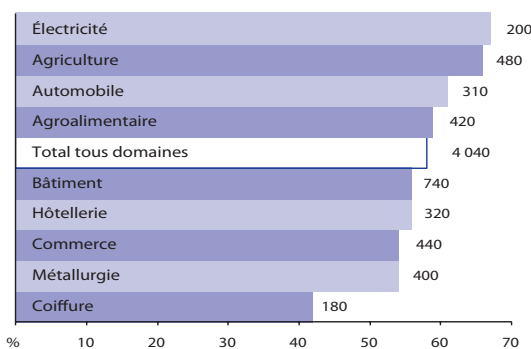
entreprises du commerce, les autres se dispersent dans divers secteurs : les services aux particuliers (16 %), l'enseignement et la santé (16 %), les hôtels et les restaurants (12 %), les industries agroalimentaires (10 %)... Les sortantes de BTS se distinguent par une diversification des fonctions, allant de la vente à la gestion, au secrétariat, à l'enseignement..., et 13 % d'entre elles sont techniciennes ou agentes de maîtrise.

Les garçons occupent autant de postes d'ouvriers qualifiés que de manœuvres (27 %), le tiers sont des employés et 6 % exercent une profession intermédiaire. La qualification progresse avec le niveau d'études : ainsi 26 % des sortants de CAP sont ouvriers qualifiés, 40 % après un BP, et 26 % sont techniciens ou agents de maîtrise à l'issue du BTS. Leurs fonctions se centrent sur la production, fabrication, chantier, exploitation (52 %), et l'installation, réglage, réparation, maintenance (24 %). Les activités d'installation et de maintenance augmentent avec l'élévation du diplôme : 20 % des garçons des sections de CAP, pour 37 % des bacheliers professionnels. La construction continue d'accueillir le tiers des débutants, essentiellement à la sortie des CAP-BEP. D'autres secteurs les recrutent aussi comme l'agriculture (16 %), les industries agroalimentaires (10 %), la réparation automobile (11 %), les industries de la mécanique, de l'électricité, de la métallurgie (8 %), l'hôtellerie-restauration (6 %)...

◆ Des parcours contrastés

Une fois l'apprentissage terminé, les jeunes connaissent des itinéraires diversifiés. Ces différenciations s'expliquent en partie par les formations suivies qui les conduisent vers des espaces professionnels distincts et sexués, renvoyant à des différences de modes de gestion de la main-d'œuvre par les entreprises. Essentiellement artisanal, l'apprentissage constitue la clé de voûte de certains métiers réglementés tels coiffeur, employé de pharmacie. Il joue aussi un rôle essentiel dans le renouvellement d'autres professions des hôtels et restaurants ou du commerce par exemple, entraînant ainsi des débuts professionnels difficiles pour ces jeunes, et notamment les filles. De plus, le développement du travail à temps partiel et des contrats de courte durée les fragilise davantage.

Taux d'emploi par domaine (garçons et filles)



Lecture : dans le domaine de l'hôtellerie-restauration, le nombre de sortants est de 320 et le taux d'emploi est de 56 % au 1^{er} février 2010.

◆ Des débuts plus favorables pour les sortants de l'électricité et de l'agriculture

Les jeunes à l'issue des formations de **l'agriculture** se distinguent par des embauches rapides (64 %). Moins du quart sont au chômage sept mois après la fin de l'apprentissage. En lien avec leur formation, ils exercent principalement leur activité dans l'agriculture (78 %), fréquemment dans des entreprises de moins de dix salariés, comme employés (34 %), manœuvres (34 %), ouvriers qualifiés (19 %).

Après une spécialité de **l'agroalimentaire** (boucher, charcutier, pâtissier...), le devenir professionnel des jeunes est proche de l'ensemble des apprentis, avec davantage de contrats à durée indéterminée. Près de 60 % occupent des postes d'employés, 20 % sont ouvriers qualifiés et 15 % sont manœuvres ou ouvriers non qualifiés. La moitié d'entre eux travaillent dans les entreprises artisanales de l'agroalimentaire, quelques-uns sont dans l'hôtellerie-restauration ou le commerce.

Les jeunes de la filière **automobile** présentent une situation particulière sur le marché du travail. Leur taux d'emploi demeure plus élevé que la moyenne régionale, et ils sont souvent embauchés sur des contrats stables. Le ralentissement de l'activité économique les affecte, avec un repli de l'emploi (- 4 points en un an) et une progression du chômage de même intensité, les rapprochant de la moyenne des apprentis. Autant de jeunes sont ouvriers qualifiés que manœuvres (27 %). Près de 60 % des embauches s'effectuent dans la réparation automobile, 14 % dans l'agriculture comme mécaniciens.

Les jeunes des sections de la **métallurgie** connaissent une dégradation de leurs conditions d'entrée dans la vie active, marquée par la crise industrielle sur l'ensemble des territoires de Bourgogne. Cette filière accuse la plus forte chute de l'embauche (- 14 points par rapport à 2009), mais le développement des mesures atténue la hausse du chômage. Les recrutements, souvent à durée limitée ou par intérim, demeurent dans les entreprises de grande taille avec une meilleure rémunération. Environ 35 % des embauches se font dans l'industrie de la mécanique, de l'électricité, de la métallurgie, quelques-uns dans la réparation automobile, principalement comme manœuvres (29 %), ouvriers qualifiés (22 %) ou techniciens (15 %).

Les jeunes gens à la sortie du domaine de **l'électricité** ont des opportunités professionnelles, avec le plus fort taux d'emploi lié au rebond des missions d'intérim (13 %). Plus de la moitié sont ouvriers, le plus souvent non qualifiés

et 13 % sont techniciens ou agents de maîtrise. Ils exercent principalement des fonctions d'installation et de maintenance dans divers secteurs, notamment la construction (39 %), la réparation automobile (24 %), l'industrie de la mécanique (20 %).

Après l'apprentissage dans le **bâtiment**, les jeunes gens ont des conditions d'insertion proches de l'ensemble des apprentis. Pour autant, ils ne sont pas épargnés par la récession économique dans la construction, avec un fléchissement des emplois en un an (- 5 points), une augmentation du chômage (+ 7 points), malgré un recours non négligeable aux contrats de professionnalisation. Les petites entreprises continuent d'embaucher ces jeunes en tant qu'ouvriers qualifiés (48 %) ou manœuvres (32 %), essentiellement dans la construction (92 %), souvent sur des contrats à durée indéterminée.

L'horizon professionnel des formé-e-s dans le domaine du **commerce**, fortement féminisé, paraît limité. Elles et ils sont davantage exposé-e-s aux risques de chômage et de précarité, du fait de la concurrence caractérisant l'ensemble des professions de la vente, et de la baisse d'activité de ce secteur dans la région. Le quart des jeunes travaillent à temps partiel et 38 % sont au chômage sept mois après la sortie de CFA. Ces débutant-e-s sont surtout employé-e-s dans les entreprises du commerce et de l'immobilier.

Les débuts de vie active continuent d'être peu favorables pour les sortants de **l'hôtellerie-restauration** même s'ils connaissent une hausse des embauches (54 % contre 48 % en 2009). Une différenciation sensible apparaît selon le genre. Seulement 43 % des filles ont trouvé un emploi (dont 33 % en CDI) pour 65 % des garçons (39 % en CDI), et 18 % travaillent à temps partiel pour 14 % des garçons. Près de 86 % des recrutements sont dans les hôtels, cafés, restaurants.

Les anciennes apprenties de la **coiffure** se distinguent par un recours important aux contrats de professionnalisation (13 %), afin de préparer le brevet professionnel nécessaire pour s'installer à leur compte. De ce fait, leur taux d'emploi demeure le plus faible malgré une augmentation des embauches cette année. Plus du tiers sont néanmoins au chômage et les postes occupés sont souvent à temps partiel. ◆

Christine Guégnard (Céreq-IREDU/CNRS)

Marie Rousson (Service statistique académique)

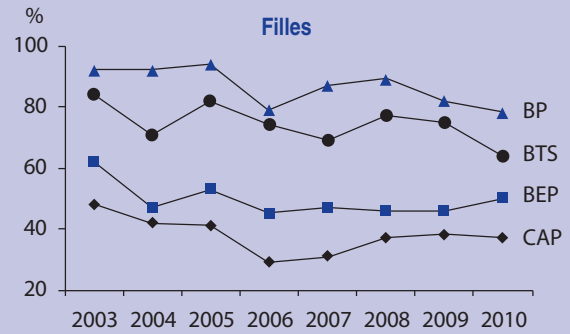
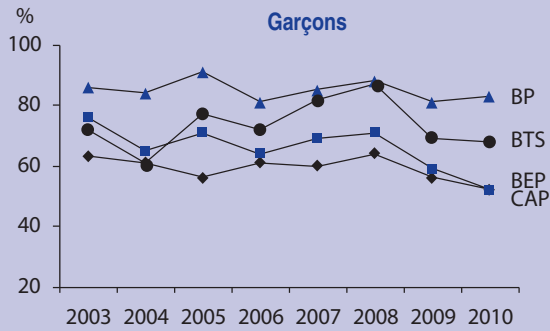
Comparaison selon divers indicateurs

(en %)	Emploi	CDI	Mesure	Chômage	Temps partiel	Entreprises de moins de dix salariés	Salaire net médian	Effectifs sortants	Part des filles
Agriculture	64	37	8	24	13	69	1 200 €	480	21 %
Agroalimentaire	59	38	7	33	6	46	1 200 €	420	20 %
Automobile	60	40	3	35	3	54	1 200 €	310	3 %
Métallurgie	52	26	12	34	2	25	1 316 €	400	8 %
Électricité	66	33	6	27	-	52	1 293 €	200	-
Bâtiment	55	39	10	33	2	51	1 300 €	740	2 %
Commerce	53	36	7	38	23	51	1 100 €	440	77 %
Hôtellerie	54	36	6	36	16	58	1 200 €	320	52 %
Coiffure	41	27	21	35	24	89	1 100 €	180	94 %
Total tous domaines	57	36	8	32	9	53	1 200 €	4 040	31 %

Lecture : après une formation du domaine de l'agriculture, 64 % des sortants ont un emploi dont 37 % en CDI, 8 % suivent une mesure et 24 % sont au chômage au 1^{er} février 2010 ; parmi les jeunes en emploi, 13 % travaillent à temps partiel et 69 % sont dans des entreprises de moins de dix salariés ; leur salaire médian est de 1 200 euros nets par mois.

Source : enquête IPA 2010, Rectorat.

Évolution des taux d'emploi après l'apprentissage



Une différenciation d'accès à l'emploi apparaît nettement pour les filles entre les sortantes de CAP, BEP et les autres diplômées.

Sigles

Bac Pro	Baccalauréat professionnel
BEP	Brevet d'études professionnelles
BP	Brevet professionnel
BT	Brevet de technicien
BTn	Baccalauréat technologique
BTS	Brevet de technicien supérieur
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
Céreq	Centre d'études et de recherches sur les qualifications
CFA	Centre de formation d'apprentis
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
DEPP	Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IPA	Insertion professionnelle des apprentis
IREDU	Institut de recherche sur l'éducation, sociologie et économie de l'éducation
IVA	Insertion dans la vie active

◆ Pour en savoir plus

- Céreq, "Le diplôme : un atout gagnant pour les jeunes face à la crise", *Bref*, n° 283, mars 2011.
- Dares, "Emploi et chômage des 15-29 ans en 2009", *Dares Analyses*, n° 072, octobre 2010.
- DEPP, "Les apprentis en 2009 : une insertion professionnelle plus difficile", *Note d'Information*, n° 10.15, octobre 2010.
- Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bourgogne, *Informations Travail Emploi*, n° 265, décembre 2010.
- Insee, "Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions", *Insee Première*, n° 1295, mai 2010.
- Insee Bourgogne, "Bilan 2009. Une année encore très difficile", *Dimensions Bourgogne*, n° 55, mai 2010.

Note technique

Les enquêtes sur l'insertion des jeunes dans la vie active sont pilotées par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale. Seul dispositif qui renseigne tous les ans sur la situation professionnelle des jeunes sept mois après leur sortie de formation initiale, ces enquêtes décentralisées sont réalisées avec l'appui des établissements scolaires, des centres de formation d'apprentis y compris agricoles, publics et privés. Au mois de février, un questionnaire est adressé par voie postale à chaque jeune qui a quitté son établissement et qui ne poursuit pas d'études.

Les résultats présentés dans ce document concernent les sortants des classes terminales de l'enseignement technologique et professionnel. Dans l'académie de Dijon, **89 lycées** et **31 CFA** (dont 7 de l'agriculture) ont participé à l'enquête de février 2010. Environ 6 880 élèves et 4 890 apprentis ont été interrogés, **3 480 lycéens** et **2 090 apprentis** ont répondu. Globalement, le taux de réponse net est de 53 % pour les élèves et 46 % pour les apprentis. Un système de pondération permet de compenser les non-répondants. La situation n'est pas décrite pour les sortants de niveaux supérieurs au BTS du fait d'un faible effectif en lycée et en apprentissage.

Ces enquêtes ont pu être effectuées grâce à la collaboration des Chefs d'établissement, des Directeurs de centres de formation d'apprentis, du Service statistique académique, et au soutien financier du Centre régional de ressources.

Les formations sont présentées pour les lycéens selon les groupes de spécialités du Conseil national de l'information statistique, pour les apprentis avec un regroupement des domaines.

La situation des jeunes est appréhendée à partir des concepts suivants :

- **sortants** : les anciens élèves et apprentis ne poursuivant pas d'études à temps plein ou un contrat d'apprentissage ;
- **emploi** : les salariés sur des contrats à durée indéterminée, déterminée, d'intérim, les engagés militaires, les jeunes installés à leur compte, les aides familiaux, les fonctionnaires ou agents publics ;
- **mesure** : les bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation, d'un contrat unique d'insertion... et les jeunes en stage ;
- **chômage** : les jeunes déclarant être sans emploi et en rechercher un ;
- **inactivité** : les jeunes déclarant être sans emploi et ne pas en rechercher ;
- **taux d'emploi** : nombre de jeunes en emploi/actifs (emploi + mesure + chômage) X 100 ;
- **salaire net médian** : il est calculé pour les jeunes en emploi travaillant entre 35 et 42 heures en février 2010.